L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 11 DECEMBRE 1854.

Imprimerie et publié par
J. E. WEISSE & Comp.
Gérants-Propriétaires.
E. E. WEISSE, N. DUPOUR.
E. DE LA CHAPELLE, N. HAMEY.
81, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 11 DECEMBRE.

☞ Pour les annonces d'empressement voir la 4e page.

EUROPE.

Nouvelles du théâtre de la guerre.

Le steamer *Union*, venant de Havre et de Southampton, est arrivé à New York samedi dernier, avec des dates d'Europe jusqu'au 29 novembre. Le télégraphe nous a transmis un sommaire des nouvelles. Le voici :

Les détails de la grande bataille du 5 novembre, livrée sous les murs de Sébastopol, ont été publiés à Londres et à Paris. Quatre généraux anglais et un général français ont été tués. On compte au nombre des morts, du côté des Anglais, trente hauts officiers de grade inférieur, et sept généraux de brigade chez les Français. Le nombre des morts russes a environ 5000 et celui des blessés a plus de deux mille, dont quatre-vingt seize officiers de tout grade. Le duc de Cambridge et le général Canrobert ont été blessés aux mains. Du côté des Russes le général Ligran fils a été blessé. A la suite de cette action où les Anglais paraissent avoir fait des prodiges, lord Raglan a été promu au grade de *field marshal*.

Aux dernières dates les alliés avaient déjà tout leur matériel préparatif pour donner l'assaut à la ville, et ils n'attendaient plus que l'arrivée des renforts pour mettre leur dessein à exécution. On croyait généralement que l'attaque aurait lieu le 15 novembre.

Mentschikoff est entré à Sébastopol à la tête d'une armée dont le chiffre s'élève à 110,000 hommes. Il a écrit à St Petersbourg que les alliés étaient encore au point où ils se trouvaient le 5 novembre. Il faisait de son côté de grands préparatifs pour prévenir l'attaque des alliés et pour couper leurs communications avec la baie de Chersonèse.

Les alliés ont 3000 hommes dans les hôpitaux. Les Russes en possèdent, dit-on, les morts sur le champ de bataille, et on les a vus, pris dans l'affaire du 5, enlever aux vivants le coiffe de leurs habits. Dans cette affaire, la perte des alliés, a-t-il été ajouté, s'élève entre cette puissance et la Russie. La date de Cambridge et le général Canrobert ont été blessés aux mains. Du côté des Russes le général Ligran fils a été blessé. A la suite de cette action où les Anglais paraissent avoir fait des prodiges, lord Raglan a été promu au grade de *field marshal*.

Aux dernières dates les alliés avaient déjà tout leur matériel préparatif pour donner l'assaut à la ville, et ils n'attendaient plus que l'arrivée des renforts pour mettre leur dessein à exécution. On croyait généralement que l'attaque aurait lieu le 15 novembre.

Mentschikoff est entré à Sébastopol à la tête d'une armée dont le chiffre s'élève à 110,000 hommes. Il a écrit à St Petersbourg que les alliés étaient encore au point où ils se trouvaient le 5 novembre. Il faisait de son côté de grands préparatifs pour prévenir l'attaque des alliés et pour couper leurs communications avec la baie de Chersonèse.

Les alliés ont 3000 hommes dans les hôpitaux. Les Russes en possèdent, dit-on, les morts sur le champ de bataille, et on les a vus, pris dans l'affaire du 5, enlever aux vivants le coiffe de leurs habits. Dans cette affaire, la perte des alliés, a-t-il été ajouté, s'élève entre cette puissance et la Russie à 5000 hommes et celle des Russes à 10,000.

On assurait que les alliés avaient fait, le 5 novembre, une reconnaissance contre la gauche des Russes et que celle-ci s'était retirée. Les Russes retirèrent hommes de l'armée assiégée et tendirent activement jusque à Baschkiève.

Le général Pelissier est entré dans la Crimée à la tête de 20,000 hommes : c'est du moins le bruit qui courait à Vienne. Quoiqu'il en soit il est certain que le maréchal Mauchikoff a reçu des renforts considérables. Les alliés n'ont pas du tarder à en recevoir aussi, et aux dernières dates les expéditions de troupes se faisaient avec la plus grande rapidité dans tous les ports militaires de France et d'Angleterre. Un grand nombre de steamers du commerce avaient été pris par le gouvernement, et on les armait à Londres à sombre qu'il recevrait des renforts mêmes pour une campagne d'hiver en Crimée.

Le général Canrobert a engagé le prince Napoléon à retourner à Constantinople pour se soigner. Celui-ci, dont la santé est fort compromise, a cependant quitté le camp.

Le général Canrobert est leur troisième parallèle. On s'occupe beaucoup en Europe du voyage de lord Panmure à Paris. Le ministre des affaires étrangères d'Angleterre avait du déjà plusieurs entrevues avec l'empereur.

Une partie de la flotte anglaise de la Baltique était encore mouillée à Kiel. Quelques navires étaient encore dans les glaces.

Omer Pacha a traversé le Pruth et est entré au Bessarabie.

Un vaisseau égyptien s'est perdu à la hauteur de Varna. L'amiral, Hassan Pacha, a péri dans les flots ainsi qu'un nombre considérable de matelots et de soldats.

La Prusse et l'Autriche continuent à négocier. Lord Dudley Stuart est mort à Stockholm le 17 novembre.

MESSAGE DU PRESIDENT.

Des exemplaires du message du président sont arrivés samedi matin à la Nlle Orléans et ce document a été publié *in extenso* par la plupart de nos confrères. Ne paraissant pas le dimanche nous avons pu le publier. Nous allons néanmoins le résumer et citer même textuellement les principaux passages. Nos lecteurs sont sans doute déjà engagé ce qui, dans le manifeste présidentiel, n'est pas de nature à les intéresser. Ils savent que nous avons déjà publié sur l'œuvre de M. Pierce nous rendra d'ailleurs la tâche légère.

Le message est certainement loin d'être remarquable. Ecrit avec une certaine facilité, il manque de vigueur et caractérise parfaitement l'administration. Les démocrates seront mécontents et ils n'ont aucun doute de pressentiment. Celui-ci manque évidemment de résolution et de fermeté, et il est aisé de s'en convaincre en parcourant l'historique qu'il trace de la politique du gouvernement, depuis qu'il est arrivé au pouvoir, de ses efforts dans le passé et de ses espérances dans l'avenir.

Le président signale, en commençant, les malheurs qui ont vili sur notre pays depuis l'année dernière qui expirera bientôt.

Les gouvernements de l'ancien monde paraît sont disposés à intervenir dans nos affaires politiques. Les Etats Unis ne le permettront pas et ils n'admettront pas que les souverains d'un continent où ne règne aucun principe de liberté aient l'audace de s'immiscer dans les affaires d'un pays. Etats puissent faire la loi à tous les autres.

La complète neutralité observée par l'Union au milieu de la lutte de l'ancien monde est mal interprétée par quelques puissances européennes. Elle est cependant la base de notre système politique et nous continuerons à éviter tout ce qui nous forcerait de faire cause commune avec certaine puissance.

Quant à l'agrandissement de notre territoire et aux jalousies qu'il excite, le président (nous empruntons à nos confrères du *Courrier* leur traduction) s'exprime ainsi :

Quelques-unes des puissances européennes ont vu avec une certaine inquiétude l'expansion territoriale des Etats Unis Cette rapide croissance est résultée du système d'exercice d'un droit souverain, appartenant à toutes les nations indépendantes, et dont aucune grand nombre d'entre elles ont fait un usage non-exagéré. Dans ces circonstances, on ne peut sérieusement attendre à ce que les Etats Unis, dans une période comparativement reculée, est absorbé et absorbé d'ancienne conquête, qui n'appartenait autrefois à aucune nation européenne, et qui maintenant est habitée par une population qui tendrait à nous démontrer de ressembler aux volontaires qui nous défendirent dans nos guerres.

Quand l'honneur ou les droits de pays l'obligent à une attitude hostile, il en reçoit avec confiance sur le patriotisme de ses enfants qui, s'étant pas rassuré à la professionnelle militaire, envoient en moment où cela devient nécessaire, augmenter l'armée de terre et de mer, de manière à pouvoir la résistance même grande de ses forces qui leur sont opposées.

La proposition de renoncer au bénéfice des corsaires est manifestement fondée sur ce principe, que la propriété des particuliers inoffensifs, en temps, avec des dates d'Europe jusqu'au 29 de guerre, ne devrait pas être exposée aux dangers de la guerre; mais il est impossible d'admettre ce principe sans admettre en même temps le principe corollaire, à savoir qu'il n'est pas moins nécessaire que la propriété privée soit également à l'abri de toute saisie ou molestation de la part des navires de guerre. Mais il est évidant que si les gouvernements de l'Europe proposaient d'adopter une règle générale qui consistât à mettre la contrebande à l'abri des navires de guerre des Etats, aussi bien que des croiseurs particuliers, les Etats-Unis s'empresseraient de donner leur adhésion à une convention de la grande portée de celle-ci.

La France et les Etats-Unis.

La France a été la première alliée des Etats-Unis dans leur guerre de l'indépendance. Elle leur a fourni alors un secours efficace. Depuis cette époque, jusqu'à ce jour, à part quelques légères interruptions occasionnelles, de cordiales relations d'amitié ont toujours existé entre les gouvernements et les peuples de ces deux pays. Les sentiments de bienveillantes sympathies ont également existé entre les deux nations, ont amené des relations commerciales et sociales très étendues, relations qui, j'en ai la confiance, ne seront pas interrompues ni gênées en aucune éventualité d'une nature grave. Le consul Français, à San Francisco a été, il y a quelque temps, saisi de vive force devant la Cour de District des Etats Unis siégeant en cette ville, puis y déposer son témoignage en faveur d'un autre consul étranger, en violation, suivant l'opinion du gouvernement français, de ses privilèges résultant de notre convention consulaire avec la France. Comme il n'y avait dans ce fait rien qui pût impliquer le moindre manque de respect à la France ce qui a son consul, il a été donné au gouvernement français des explications qui, je l'espère, seront trouvées satisfaisantes. Postérieurement à cela, on malentendu a eu lieu au sujet de l'interdiction abrupte que le gouvernement français aurait faite au ministre américain en Espagne de traverser la France, pour se rendre de Londres à Madrid. Mais ce gouvernement a désavoué, en termes non équivoques, toute intention de déniser le droit de passage au ministre des Etats-Unis, et après des explications dans ce sens, ce dernier a poursuivi son voyage et est heureusement arrivé à son poste. Je me hasarde aux yeux du Congrès la correspondance échangée à ce sujet, entre notre Envoyé à Paris et le ministre des affaires étrangères du gouvernement français.

L'Espagne et les Etats-Unis.

La situation de nos affaires avec l'Espagne est aujourd'hui ce qu'elle était au moment de la dernière session du Congrès, sauf que les troubles de ce pays, mais de nombreuses réclamations élevées à propos de dommages causés à nos nationaux, sont restés en dehors de ces troubles, et il n'y a rien au surplus de décidé à ce sujet, bon plus qu'à l'égard d'une foule de ces nouveaux qui ont été récemment ajoutés à la première liste des griefs. Notre légation à Madrid a reçu pour objet d'obtenir du gouvernement mexicain, le prise en considération de ces réclamations, mais jusqu'ici ce que nous avons obtenu, a l'état d'agitation infestant de ce pays.

J'ai toujours eu à cœur de maintenir des relations amicales avec la république Mexicaine, et je ne faire aucun effort pour son terminer, non seulement par nos concitoyens, mais aussi par les étrangers qui se sont adressés aux Etats-Unis, pour organiser leurs expéditions contre quelques-uns des Etats de cette république. Ses frontières laissées sans défense ont inspiré à des aventuriers sans respect pour les lois de tenter de s'embarquer dans ces entreprises, et ainsi s'est trouvée grandement accrue la difficulté de faire exécuter notre obligation de neutralité. Il s'est produit, à un mois, un état de choses qui ne devait indiquer, de la part de remplir efficacement cette obligation, non seulement envers le Mexique, mais encore envers toute nation étrangère, j'ai usé de tout le pouvoir dont je suis investi pour arrêter à venir ces actes criminels tentatives, et pour punir ceux qui, en y prenant part, ont violé les lois de notre pays.

Affaire de Greytown.

Sitôt que la nécessité fut reconnue d'établir des communications inter-océaniques, à travers l'isthme, une compagnie s'organisa, sous l'autorité de la République de Nicaragua, composée, dans sa plus grande partie, de citoyens des Etats-Unis. Le but de cette compagnie était d'ouvrir par un canal, par la rivière San Juan et le lac Nicaragua. Ce chemin obtint un prompt succès : il fut bientôt le moyen par une conciliation, qui s'en servirent pour se rendre d'un océan à l'autre. Sur ces entrefaites, et prévoyant que le dit chemin serait achevé et acquerrait une grande importance, un certain nombre d'aventuriers s'assemblèrent à Greytown, à l'embouchure de la rivière San Juan, et, sous prétexte de la dette qu'on des Etats de l'Amérique Centrale qui, par le fait de leur indépendance, avaient légalement accédé à la souveraineté et à la juridiction de l'Espagne.

Cet aventurier s'est efforcé de substituer au nom de San Juan celui de Greytown, et quoique, d'abord, ils prétendissent agir au nom du fabuleux souverain des Indiens Mosquitos, ils n'ont pas tardé à se mettre à l'œuvre, sans aucune, ils refusèrent toute souveraineté, et prétendirent former une organisation républicaine, et se déclarèrent indépendants.

Si, pendant que que temps, on entretint l'espoir que les vœux de cette nouvelle communauté seraient réalisés, il faut le dire, cet espoir a fait bien vite déçu. Bientôt, ils voulurent faire valoir des droits imaginaires de juridiction sur Punta Arenas, entrent sur la rive droite de la rivière opposée à celui où se trouve San Juan. Or, ce point, de par un titre contre lequel les habitants n'avaient aucun recours, était de la possession de citoyens des Etats-Unis, intéressés dans la Compagnie de Transit de Nicaragua, et il était indispensable aux opérations du chemin de fer à travers l'isthme. La Compagnie résista donc à ces prétentions injustes, et répondant, par des individus tentèrent par la violence d'usurper un droit illégal. Compagnie et ses ouvriers furent arrêtés, mais, grâce à d'intelligentes précautions prises par le commandant du sloop, personne ne fut tué.

Lorsque le *Cyane* fut envoyé dans l'Amérique Centrale, on espérait qu'il ne serait pas utile d'avoir recours à la violence; il attendait à la propriété ou à la liberté individuelle. Mais les instructions furent données dans ce sens au commandant. Jamais on n'en aurait vu de circonstances, si la population de Greytown, ou plutôt la population flottante, n'avait pas formé la porte à tous les moyens de conciliation. Si le commandant du *Cyane*, sans avoir recours à la force, avait pu arrêter les auteurs de ces troubles et les faire juger par les cours de justice, il aurait été heureux de le faire. Mais il est évidant que si les gouvernements de l'Europe proposaient d'adopter une règle générale qui consistât à mettre la contrebande à l'abri des navires de guerre des Etats, aussi bien que des croiseurs particuliers, les Etats-Unis s'empresseraient de donner leur adhésion à une convention de la grande portée de celle-ci.

Ce n'est pas cependant qu'aucune objection ne fasse aux stipulations proposées. Elles contestées, ne contribuent, reconnues être essentielles à la sécurité du commerce neutre ; et le seul obstacle apparent qu'il y ait à leur adoption générale, c'est la possibilité que cette adoption soit soumise à des conditions inadmissibles.

Le roi des Deux Siciles a déclaré à notre ministre à Naples qu'il est prêt à conclure à notre proposition relative aux droits des neutres, et à entrer dans une convention à ce sujet.

Le roi de Prusse donne son entière approbation au projet et un traité sur même but, qui lui a été soumis, mais il propose un article additionnel pour assurer l'exécution de ce traité. Un article de cette nature paraît beaucoup de raisons maintenant, est grandement désiré par les nations qui ont des établissements navals en proportion avec leur commerce extérieur. Si cet article n'est pas adopté comme complément de la simple convention consulaire entre deux nations ayant une force navale, comparativement petite, serait, par cela même, un sujet de mépris de son nombre, dans le cas d'une guerre avec une puissance d'une certaine supériorité navale. L'état de désarmement dans lequel se trouveraient les Etats Unis après avoir renoncé au droit de recourir à l'assistance des corsaires, dans le cas d'une guerre avec une nation supérieure en force maritime, fait suffisamment voir que le gouvernement de ce pays ne pourra jamais prêter l'oreille à une pareille proposition.

Les forces navales de la première puissance maritime de l'Europe, sont en même de très haut importance que celles des Etats-Unis. Le commerce extérieur des deux pays est à peu près égal, et se trouverait exposé dans une proportion égales aux dépréditions des corsaires. Dans une guerre entre cette puissance et les Etats Unis, si nous n'avons plus droit de reconnaître à notre marine marchande, notre ennemi serait pour nous frapper dans notre commerce, des moyens dix fois plus grands que ceux que nous aurions pour lui rendre la pareille. Nous ne pourrions plus défendre notre pays, dans cette condition inégale, contre un tel ennemi, à moins que, renonçant à notre présent système de politique pacifique, nous n'en viendrions un jour à vouloir être aussi une grande puissance navale. Et même avec un tel but, les Etats maritimes accumulant, notre pays ne serait pas dans une meilleure situation, car, quoique l'inégalité navale fût moins grande, la plus grande destruction et la condition plus exposée de notre commerce répondu par un si grand espace, demeurerait à la merci d'une même avantage par nous.

La proposition qui nous est faite de prendre l'engagement de renoncer à recourir aux corsaires, dans le cas où ce pays serait entraîné dans une guerre avec une grande puissance navale n'a pas plus droit à être prise en considération que celle qui nous est proposée que tendrait à nous désarmer de renoncer aux volontaires qui nous défendirent dans nos guerres.

Quand l'honneur ou les droits de pays l'obligent à une attitude hostile, il en reçoit avec confiance sur le patriotisme de ses enfants qui, s'étant pas rassuré à la professionnelle militaire, envoient en moment où cela devient nécessaire, augmenter l'armée de terre et de mer, de manière à pouvoir la résistance même grande de ses forces qui leur sont opposées.

Nous allons continuer à citer

Les Neutres.

Une proposition, embrassant non seulement le règle que ces navires libres font les marchandises libres, à l'exception des articles de contrebande, mais encore la même contestée de l'autre, savoir que les marchandises neutres, autres que celles objets de contrebande, quelque se trouvent à bord de navires ennemis, seront à l'abri de toute confiscation,—une proposition à ce jour, très importante, si l'on soumise par mon gouvernement à ceux de l'Europe et de l'Amérique.

La France a promptement répondu à cette avance, et une convention a été conclue entre ce gouvernement et les Etats Unis, pour l'observation réciproque de ces principes et deux, soumise, non seulement entre les deux pays, mais encore entre ces pays et toutes les autres nations qui voudront entrer dans une convention semblable. Pas une des autres puissances n'a encore pris de résolution définitive à cet égard. Ce n'est pas cependant qu'aucune objection ait été faite aux stipulations proposées. Elles contestées, ne contribuent, reconnues être essentielles à la sécurité du commerce neutre ; et le seul obstacle apparent qu'il y ait à leur adoption générale, c'est la possibilité que cette adoption soit soumise à des conditions inadmissibles.

Le roi des Deux Siciles a déclaré à notre ministre à Naples qu'il est prêt à conclure à notre proposition relative aux droits des neutres, et à entrer dans une convention à ce sujet.

Le roi de Prusse donne son entière approbation au projet et un traité sur même but, qui lui a été soumis, mais il propose un article additionnel pour assurer l'exécution de ce traité. Un article de cette nature paraît beaucoup de raisons maintenant, est grandement désiré par les nations qui ont des établissements navals en proportion avec leur commerce extérieur. Si cet article n'est pas adopté comme complément de la simple convention consulaire entre deux nations ayant une force navale, comparativement petite, serait, par cela même, un sujet de mépris de son nombre, dans le cas d'une guerre avec une puissance d'une certaine supériorité navale. L'état de désarmement dans lequel se trouveraient les Etats Unis après avoir renoncé au droit de recourir à l'assistance des corsaires, dans le cas d'une guerre avec une nation supérieure en force maritime, fait suffisamment voir que le gouvernement de ce pays ne pourra jamais prêter l'oreille à une pareille proposition.

Les forces navales de la première puissance maritime de l'Europe, sont en même de très haut importance que celles des Etats-Unis. Le commerce extérieur des deux pays est à peu près égal, et se trouverait exposé dans une proportion égales aux dépréditions des corsaires. Dans une guerre entre cette puissance et les Etats Unis, si nous n'avons plus droit de reconnaître à notre marine marchande, notre ennemi serait pour nous frapper dans notre commerce, des moyens dix fois plus grands que ceux que nous aurions pour lui rendre la pareille. Nous ne pourrions plus défendre notre pays, dans cette condition inégale, contre un tel ennemi, à moins que, renonçant à notre présent système de politique pacifique, nous n'en viendrions un jour à vouloir être aussi une grande puissance navale. Et même avec un tel but, les Etats maritimes accumulant, notre pays ne serait pas dans une meilleure situation, car, quoique l'inégalité navale fût moins grande, la plus grande destruction et la condition plus exposée de notre commerce répondu par un si grand espace, demeurerait à la merci d'une même avantage par nous.

Le président qu'il est nécessaire d'augmenter notre marine de guerre, et que nous devons nous préparer à une guerre avec une grande puissance navale. Il ne peut douté d'être prise en considération que l'on ne peut nous proposer que tendrait à nous désarmer de renoncer aux volontaires qui nous défendirent dans nos guerres.

Quand l'honneur ou les droits de pays l'obligent à une attitude hostile, il en reçoit avec confiance sur le patriotisme de ses enfants qui, s'étant pas rassuré à la professionnelle militaire, envoient en moment où cela devient nécessaire, augmenter l'armée de terre et de mer, de manière à pouvoir la résistance même grande de ses forces qui leur sont opposées.

THEATRE D'ORLEANS.—Demain, lundi, première représentation de la reprise d'*Othello*, grand opéra de Rossini. Ce magnifique ouvrage sera interprété par Mme Gambini, MM. Bordas, Lacroix, et quelques autres sujets de notre scène lyrique.

ASSOCIATION HOWARD.—Il résulte d'une note que le secrétaire de l'Association Howard nous a transmise samedi et que nous publions dans notre partie anglaise, que cette société de charitable a secouru, pendant l'épidémie de l'été dernier, 13,240 malades indigènes, 116 Américains, 43 Anglais, 489 Irlandais, 541 Allemands, 34 Français, 8 Ecossais, 1 Portugais, 1 Italien, 6 Suisses, 5 Bohémiens, 3 inconnus. Sur ce nombre 177 ont succombé. En outre des malades dont nous venons de faire l'énumération, la Société a distribué des secours à 316 familles, et a envoyé en sommes diverses à l'hôpital de Charité de notre ville $17,683 60 Elle a également transmis : aux malades de Galveston, $1,000, aux malades de Savannah et d'Augusta, 9,966; aux malades de Plaquemines, $305, aux malades des Attakapas $750 Total : $29,644 69.

TORNOLA.—On verra par un avis inséré plus loin que la maison V. HERBET & CIE a organisé une tombola pour la fin de l'année. Les lots sont nombreux et comprennent des objets généralement utiles ou instructifs, tels qu'en vrages de toutes sortes, services à thé, pupitres en palissandre et boîte rose, albums, bergères, articles de fantaisie, etc. Il y aura 900 numéros à 61 ; et 90 lots gagnants. Comme annexe à cette tombola une seconde sera faite comprenant 300 numéros dont 16 gagnants. Trois numéros pris à la première tombola donneront droit à un numéro gratis à la seconde.

PIANOS CORNEL.—Nous croyons devoir appeler l'attention du public amateur de musique sur un tout nouveau modèle de piano créé par M. PAPE, le célèbre facteur à Paris. Ce chef-d'œuvre, fruit de quarante années de recherche et de dépenses considérables, est le résumé de ses plus belles inventions et résulte sous la forme gracieuse d'une console toutes les qualités de son of de solidité que l'amateur le plus exigeant puisse demander; son intérieur est maintenu par un réseau de barres de fer et sa puissance de son dépasse de beaucoup celle des plus forts pianos.

Le dépôt de piano-console est chez MM. A. LACHEN-MEYER & Cie, au coin des rues Chartres et Toulouse. Cette maison n'en est assuré, par un traité spécial, la vente aux Etats-Unis. Voir aux annonces.

LEÇONS DE DANSE.—Aux nombre des meilleures professeurs de danse que possède la Nouvelle-Orléans, nous citerons M, et Mme ANGELINA dont la vogue va croissant. Les élèves affluent à leurs leçons et ce n'est que justice, car peu de professeurs montrent autant de zèle et d'habileté chorégraphique. Le *Sauterelle* est la danse de la saison; elle sera dansée cet hiver dans tous les salons de Paris et de New-York. On l'apprendra chez M. et Mme Angelina. Voir les jours et heures des différentes classes, voir aux avis.

MODES.—La maison LACHES MEYER & Cie, au coin des rues Chartres et Toulouse, vient de recevoir un magnifique assortiment de manteaux et chapeaux confectionnés, voilettes, parfumeries, etc., ainsi que des articles de fantaisie pour étrennes. Voir aux avis.

BOULANGERIE MÉCANIQUE.—L'essai de la boulangerie mécanique, fait hier matin, a été pleinement satisfaisant. La pâte préparée et petrie exclusivement par la mécanique a été trouvée excellente. Nous en avons mangé et en prononçons l'éloge sans réserve et sans légereté. La substitution de la boulangerie mécanique à la main-d'œuvre actuelle serait un progrès, et nous espérons que quelques uns de nos boulangers les plus entreprenants ne hésiteront de le réaliser.

FEUILLETON DE L'ABEILLE.

THEATRE D'ORLEANS.

Nous avons toute la semaine broyé les couleurs les plus sombres et rendu sur notre palette les teintes les plus lugubres. Nous avions mis sans cesse en scène des personnages qui inspiraient la terreur ou la pitié. Nous avions mis sans cesse en présence des situations qui faisaient couler des larmes ou glacaient de frissons